



**COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT**

(Comité ministériel conjoint

des

Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds

sur le

Transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**SOIXANTE-DIX HUITIÈME RÉUNION  
WASHINGTON, D.C. – OCTOBRE 12, 2008**

DC/S/2008-0052(F)

Le 12 octobre 2008

**Déclaration de**

**M. James M. Flaherty  
Ministre des Finances  
Canada**

**Pour le compte d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade,  
de Belize, du Canada, de la Dominique, de la Grenade, de la Guyane, de  
l'Irlande, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-Et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-  
Vincent et les Grenadines**



**Déclaration préparée à l'intention du Comité du développement  
des conseils des gouverneurs de la Banque mondiale  
et du Fonds monétaire international  
L'honorable Jim Flaherty  
ministre des Finances du Canada**

**Pour le compte d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, de Belize, du Canada, de la  
Dominique, de la Grenade, du Guyana, de l'Irlande, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-et-Nevis, de  
Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines**

**Washington, États-Unis, le 12 octobre 2008**

À mesure qu'augmente l'incertitude de la conjoncture économique mondiale, et compte tenu de la diminution des perspectives de croissance mondiale, de la multiplication des turbulences au sein du marché financier et de la croissance des pressions inflationnistes, il devient d'autant plus nécessaire de faire montre d'une coopération internationale solide. À cet égard, une institution mondiale crédible, efficace et légitime comme la Banque mondiale, qui est en mesure d'appuyer et de soutenir cette coopération, constitue un outil exceptionnel.

La Banque mondiale possède deux grandes qualités qui sont de la plus haute pertinence dans la présente situation.

La première de ces qualités est le haut niveau de conseils et de financement qu'elle peut offrir aux pays en développement pour les aider en cette période d'incertitude. On se souviendra que les taux de croissance relativement élevés affichés par les pays en développement ces dernières années appartiennent à une période de faible inflation, d'accès international aux capitaux et de forte demande; cependant, il sera plus difficile de maintenir la croissance et de se rapprocher des objectifs de développement dans la conjoncture actuelle.

Les effets de la turbulence économique actuelle commencent peut-être déjà à se faire sentir dans les marchés émergents et, au cours des prochains mois, ils pourraient toucher les pays à faible revenu, dont plusieurs subissent depuis quelques mois déjà les contrecoups de la flambée des prix des denrées alimentaires et des combustibles. Au cours de l'actuelle période d'incertitude, la Banque mondiale peut aider les pays en développement à composer avec certaines des répercussions, notamment par la protection des segments les plus vulnérables de la population et par les efforts permanents visant à mettre en place des cadres institutionnels et réglementaires robustes afin que ces pays puissent accroître leur résilience dans l'avenir.

La deuxième grande qualité de la Banque mondiale consiste en sa capacité de rassembler la communauté internationale pour s'attaquer aux problèmes mondiaux. À titre d'exemple, citons sa réaction à la hausse des prix des aliments et des combustibles survenue au cours des derniers mois – elle a été au cœur même de l'effort de sensibilisation internationale à la question ainsi que l'un des catalyseurs de l'intervention collective. Nous aimerions féliciter le président Zoellick et son personnel pour la qualité de leur travail et la vigueur de leur leadership en réponse à ce problème aussi complexe qu'urgent.

Les changements climatiques sont un autre dossier mondial dans lequel la Banque joue un rôle de premier plan : en effet, elle aide à approfondir notre compréhension des effets des changements climatiques sur le développement, elle favorise le dialogue international sur les mesures appropriées à prendre et elle élabore un cadre stratégique pour la guider dans ses interventions opérationnelles et ses interactions avec les acteurs internationaux, régionaux, nationaux et locaux.

Ces qualités ont fait de la Banque mondiale un atout important de la communauté internationale tant à titre de partenaire du développement que de facilitateur mondial. Toutefois, sa capacité de jouer ces rôles dans l'avenir dépendra dans une large mesure du degré de crédibilité et de légitimité qu'elle conservera. Pour maintenir sa capacité de chef de file, la Banque doit préserver toute sa crédibilité en qualité de *partenaire* du développement qui respecte les priorités de développement de ses pays clients, et maintenir toute sa légitimité à titre d'institution *mondiale* au sein de laquelle les pays en développement, les pays dont l'économie est en transition et les pays développés sont tous correctement représentés. Voilà pourquoi l'exercice de réforme de la représentation et de la répartition des voix de la Banque est si important pour la réussite continue de celle-ci.

## **Prix des aliments et des combustibles**

Les prix mondiaux élevés des aliments et des combustibles continuent d'être un sujet d'inquiétude critique pour le développement, et nous félicitons la Banque et le Fonds monétaire international qui ont rapidement attiré l'attention sur la crise et contribué à la placer au premier plan des priorités internationales.

Cette crise nécessite une intervention rapide et efficace. À cet égard, nous sommes heureux de la rapidité avec laquelle la Banque s'est exécutée pour faciliter une réaction coordonnée et multidimensionnelle. Puisqu'elle tient des bureaux dans plus d'une centaine de pays, la Banque est bien positionnée pour intégrer directement les interventions concernant la crise alimentaire à ses programmes existants dans les pays visés, en s'ajustant aux priorités de ces pays et en harmonisant ses efforts avec les mesures prises par d'autres donateurs.

De même, nous sommes heureux de la promptitude avec laquelle le Fonds a agi pour fournir des conseils, du soutien technique et, dans certains cas, du financement par l'entremise des programmes de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Nous nous réjouissons des réformes apportées récemment à la Facilité de protection contre les chocs exogènes pour en faire un outil plus efficace d'intervention de crise.

En ce qui concerne nos membres des petits États insulaires, dont bon nombre font partie de la catégorie des pays à revenu moyen lourdement endettés, nous remarquons que la montée des prix des aliments et des combustibles aggravera sans nul doute leur niveau d'endettement et exacerbera davantage les problèmes sociaux. Nous prions instamment la Banque d'examiner les options qui s'offrent à ces États vulnérables, en particulier sous les aspects suivants : l'analyse de leur endettement et des recours possibles; l'appui à leurs interventions face aux prix croissants des aliments et de l'énergie; et le soutien à l'accès aux ressources des donateurs.

Il faut agir, mais pas uniquement pour atténuer les effets immédiats de la crise alimentaire actuelle. Comme on l'a fait remarquer au cours de la récente rencontre de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, il est peu probable que le premier de ces objectifs, celui de réduire de moitié la prévalence de la faim, soit atteint d'ici 2015. Par conséquent, la sécurité alimentaire constitue un problème sérieux et persistant qu'il ne faudra pas oublier une fois que la crise ne figurera plus en tête des priorités internationales. Pour illustrer l'ampleur du défi à relever, mentionnons que l'on prévoit que la production alimentaire de l'Afrique subsaharienne devra doubler, voire tripler, au cours des prochaines années pour satisfaire la demande locale.

Dans ce contexte, nous encourageons la Banque mondiale à se concentrer sur des investissements visant à promouvoir des formes durables de production agricole, particulièrement celles qui seraient utiles aux

petits cultivateurs, lesquels ont le plus besoin d'aide. Il est particulièrement critique de s'assurer que les programmes sont conçus de telle manière qu'ils soient équitables et qu'ils comblerent les besoins des personnes les plus vulnérables, qui sont souvent des femmes et de jeunes filles. Un autre volet clé de la solution sera de favoriser l'innovation pour accroître la productivité agricole, y compris par des partenariats public-privé.

## **Accra et Doha**

Nous sommes présentement dans une année importante en ce qui a trait aux grandes initiatives de développement concernant l'efficacité de l'aide et le financement du développement. Ces initiatives constituent deux autres exemples de dialogue international au cours duquel la Banque mondiale a un important rôle à jouer à titre de partenaire du développement et d'institution mondiale.

Le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui a eu lieu en septembre à Accra, au Ghana, constituait un suivi à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement adoptée en 2005. La Banque mondiale a été un important participant à cet effort, car elle a aidé à dresser l'ordre du jour, à relever les pratiques exemplaires, à surveiller la mise en œuvre et à mener par l'exemple. Nous félicitons la Banque pour les progrès qu'elle a réalisés jusqu'ici, particulièrement sur les plans de la décentralisation du personnel et de la prise de décisions, ainsi que pour l'élaboration d'un nouveau plan d'action dans des domaines où elle doit intensifier les efforts. Plus précisément, nous attendons avec impatience la conclusion d'un accord entre la Banque mondiale et les Nations Unies visant à faciliter et à accélérer la collaboration dans le contexte des situations d'États fragiles ou sortant d'un conflit. Nous attendons aussi le soutien de la Banque mondiale à la mise en œuvre du nouveau plan d'action adopté à Accra.

Une conférence internationale sur le financement du développement aura lieu à Doha en novembre afin de passer en revue la mise en œuvre du Consensus de Monterrey de 2002. Ici, un des principaux défis des pays en développement est d'aligner les diverses sources de financement, y compris les ressources nationales, l'aide et l'allégement de la dette, sur un ensemble commun d'objectifs de développement et, à cette fin, il est essentiel d'avoir de solides stratégies de développement formulées par les pays visés. Nous demandons instamment à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI) de continuer à collaborer avec leurs pays clients et avec d'autres partenaires et parties prenantes, afin de promouvoir et de renforcer les stratégies formulées par les pays et leur utilisation à titre de plateforme pour coordonner les efforts. La Banque mondiale aura aussi un important rôle de soutien à jouer pour veiller à ce que les résultats de la conférence de Doha aillent dans le sens d'un équilibre entre les responsabilités et engagements respectifs tant des pays donateurs que des pays en développement.

## **Réforme de la Banque mondiale**

Un autre élément important du Consensus de Monterrey a été l'engagement pris par le FMI et la Banque mondiale d'accroître la participation des pays en développement ou en transition à leurs processus de prise de décisions. Il s'agit d'un important objectif et nous sommes satisfaits de l'entente sur les quotes-parts et la représentation au FMI conclue au printemps dernier. Dans le même ordre d'idées, nous sommes heureux des discussions et du travail réalisé jusqu'ici dans le cadre de l'exercice de réforme de la Banque mondiale sur la représentation et la participation, et nous continuerons à soutenir ces efforts et à y participer.

Les rajustements visant à augmenter le nombre de voix et la participation des pays en développement ou en transition, de même que l'ajout d'un siège pour l'Afrique au Conseil d'administration, sont des éléments importants de la réforme de la représentation, et nous avons hâte à la conclusion d'ententes sur

ces options. Nous estimons qu'il est tout aussi important d'apporter d'autres mesures pour améliorer la convergence et la communication au sein du Conseil d'administration et, à cet égard, nous attendons avec impatience le moment où la direction et le Conseil d'administration de la Banque mondiale élaboreront un ensemble de réformes précises. En outre, nous sommes satisfaits des mesures prises par la Banque pour améliorer la représentation des pays en développement et des pays en transition à son travail opérationnel, notamment la nomination d'un plus grand nombre de ressortissants des pays en développement à des postes de haute direction et la décentralisation de ses activités. Nous encourageons la Banque à continuer d'explorer ce qui peut encore se faire à ce chapitre.

La mobilisation accrue des pays en développement ou en transition dans les processus de prise de décisions de la Banque mondiale produira de nombreux avantages. La participation stable de tous les membres au Conseil des gouverneurs et au Conseil d'administration constituera la toile de fond de l'amélioration de la Banque au chapitre de sa fonction de plateforme pour appuyer le dialogue et les interventions collectives concernant les questions mondiales. La Banque peut aider à améliorer la conception de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments sectoriels à mesure que les pays en développement ou en transition apporteront à la table de discussion les leçons retenues des programmes exécutés chez eux. Finalement, la voix accrue accordée aux pays clients de la Banque sur le plan opérationnel contribuera à la réussite des programmes de prêts en faisant en sorte que les projets seront correctement adaptés au contexte de chacun des pays et que les administrations gouvernementales aient un véritable sentiment de contrôle et de responsabilisation à l'égard de ces projets.

Un système multilatéral fort constitue un atout formidable pour la communauté internationale, particulièrement en période d'incertitude économique, quand le dialogue et la coopération revêtent une importance toute particulière. À titre de facilitateur mondial et de partenaire important du développement, la Banque mondiale joue un grand rôle à cet égard et nous continuons d'appuyer son travail.